

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

JOURNEES INTERNATIONALES DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT

Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement

Paris – 25 et 26 août 2008

Les Journées de la Coopération internationale et du Développement, organisées par la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement (DgCiD) du ministère des Affaires étrangères et européennes, se sont tenues, comme chaque année, avec la participation de nombreux représentants du ministère (services centraux et ambassades) mais aussi d'organisations internationales et de pays étrangers. Elles sont une occasion remarquable d'échanges et d'informations sur les analyses orientations du ministère des Affaires étrangères, mais aussi des grandes institutions internationales.

Information sur les journées internationales de la coopération et du développement :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/aide-au-developpement_1060/journees-cooperation-internationale-du-developpement-25-26.08.08_65534.html

Parmi les nombreux ateliers proposés (16), deux concernaient plus particulièrement des secteurs proches de ceux de la formation professionnelle et technique agricole et rurale :

- « *Quelle réponse de l'aide au développement au défi de la sécurité alimentaire ?* » ;
- « *L'Education du primaire au supérieur, un outil au service du développement* ».

Au cours du premier de ces deux ateliers se sont exprimés des représentants du Conseil Economique et Social (CES), du Centre International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP), de l'Agence Française de Développement (AFD), ainsi que l'ambassadrice de France auprès de la FAO.

Ces interventions permettent de souligner que le secteur agricole, après avoir longtemps été ignoré et abandonné par les organisations internationales, revient très fort au devant de la scène internationale notamment suite aux menaces de crises alimentaires. Les études et rapports ne manquent pas dont celui de la Banque mondiale dont chacun se plaît aujourd'hui à souligner le propos selon lequel, dans les pays en développement, « *la croissance du PIB due à l'agriculture contribue au moins deux fois plus à réduire la pauvreté que la croissance du PIB due au secteur non agricole* »¹. Ces rapports soulignent également l'importance du secteur agricole dans la lutte contre la volatilité des prix, l'amélioration de l'emploi et la préservation des ressources naturelles.

Enfin, les différents intervenants se sont accordés à souligner l'exigence de politiques agricoles et alimentaires, de systèmes de régulation des marchés ainsi que celle du développement de l'innovation en agriculture... mais sans toutefois préciser de quelle innovation il s'agit, ni des conditions de cette innovation.

¹ Banque mondiale. Rapport

Rapports et études à consulter :

Christiane Taubira au Président de la République française : http://www2.christiane-taubira.org/cms/uploads/Rapport%20Ch_%20TAUBIRA%20APE_Site1_Juin2008.pdf

Rapport de la Banque mondiale sur le développement du monde. 2008. :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFRE/EXTDECRESINFRE/EXTRDMINFRE/EXTRDM2008INFRE/0,,menuPK:4160726~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4160633,00.html>

Rapport du Conseil Economique et Social « Faim dans le monde et politiques agricoles et alimentaires :

<http://www.google.fr/search?q=Conseil+%C3%A9conomique+et+social+Faim+dans+le+monde&ie=utf-8&oe=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a>

Au cours du second atelier se sont exprimés des représentants du World Bank Institute (WBI), du ministère de l'Education de Mauritanie, de l'United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE).

Les différentes interventions permettent de constater l'intérêt marqué des organisations internationales sur le rôle de la connaissance dans le développement, sur l'exigence d'une éducation de base pour tous, mais également sur le développement du post primaire. Plusieurs rapports internationaux ont également été réalisés (WBI, UNESCO, MAEE...). Les différents intervenants s'accordent sur l'importance du capital humain dans le développement, l'exigence de poursuivre l'effort concernant l'Education pour Tous, notamment pour les catégories de populations moins touchées (ruraux, femmes, nomades...) ainsi que la nécessité de développer une post éducation primaire répondant à la demande des populations, qui soit holistique, diversifiée, intégrée dans un ensemble cohérent...

Toutefois, le lien éducation / formation professionnelle / insertion sociale est peu soulevé ainsi que celui de la soutenabilité financière de dispositifs longs, voire même plus simplement, celui de la place de la formation professionnelle dans le post primaire. Enfin, les questions de l'importance quantitative du milieu rural et du secteur agricole, des formes spécifiques que doit y prendre la formation professionnelle, apparaissent très secondairement dans les questionnements.

Rapports et études à consulter :

OCDE : http://www.oecd.org/document/14/0,3343,fr_2649_34487_41148366_1_1_1_1,00.html

MAEE : Rapport de la commission Perret : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/aide-au-developpement_1060/colonne-droite_1640/reflexions...-toute-independance_1805/politique-educative-rapport-commission-perret_54262.html

UNESCO : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=49591&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html